



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2025786

**AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT**

Objet : EMMENAGEMENT MAIRIE - SALLE NICOLAS LASSERRE

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relatives aux droits des communes, des départements et des régions,

Vu l'article R. 635-1 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route notamment les articles R 411-5, R 411-25, R.417-10-10° et R.432-1,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu l'arrêté municipal n°2019/142/6.1 en date du 11 mars 2019 réglementant le stationnement intramuros,

Considérant la demande en date du 22 octobre 2025 de madame Elody BOUDON, cheffe de projet aménagement et stratégies de développement du territoire de la ville d'Aigues-Mortes,

Considérant qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement,

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures utiles à la sécurisation des personnes et des biens,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date :

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise la société **INTEREVENT**, prestataire de la commune, à occuper le domaine public, dans le cadre de l'emménagement de la mairie provisoire dans la salle Nicolas Lasserre,

- **LE MERCREDI 12 NOVEMBRE 2025 DE 07 HEURES 30 A 18 HEURES 00.**

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.

ARR2025786 du 27/10/2025

ARTICLE 2 : Lieux :

L'occupation du domaine public est autorisée pour l'emménagement de la mairie provisoire dans la salle Nicolas Lasserre :

- **Boulevard Intérieur Nord (au pied de la Tour de sel) – 7 places**

ARTICLE 3 : Stationnement :

Par dérogation à l'arrêté n° 2019/142/6.1 du 11 mars 2019 réglementant le stationnement intramuros, la société mentionnée à l'article 1 est autorisée, à stationner deux véhicules (1 X 20m3 et 1 x 5t500), boulevard Intérieur Nord, au pied de la tour de sel (7 Places).

Le stationnement de tout autre véhicule sera interdit, et considéré comme gênant, le mercredi 12 novembre 2025 de 07 heures 30 à 18 heures 00, sur les places réservées. Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ou l'agent occupant ces fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

La Police Municipale mettra en place, minimum 48 heures avant le début du déménagement, soit le Dimanche 09 novembre 2025, des panneaux d'interdiction de stationnement, mentionnant les dates et heures d'interdiction ainsi que le numéro de la réglementation correspondant.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la route. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles relevés dans les visas et considérants, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 7 : Verbalisation :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès- verbaux et poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

ARTICLE 9 : Délai et Voies de Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 9 : Application :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques de la Ville d'Aigues-Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi,
Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 27 octobre 2025

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN